



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le **112** est le numéro unique d'appel

Lampedusa et Malte débordées face à l'afflux des immigrants. Trop petites pour représenter une frontière à elles deux et pour supporter le poids de ces immenses tragédies".

"Trois paires d'yeux" auront le regard porté sur les banques de la zone euro, afin d'en assurer la bonne santé, Un premier par les États, un deuxième au niveau européen, et un dernier par un auditeur indépendant

Bruxelles adopte la supervision bancaire, mais sans le fonds de sauvetage et personne ne sait encore qui devra payer en cas de faillite bancaire..

Trop cher, trop polluant, mal desservi, **les critiques à l'égard du siège du**

L'art de l'équilibre. Le rapport annuel de la Commission européenne sur les pays candidats à l'adhésion dresse, le bilan annuel des réformes exigées pour une adhésion à l'Union européenne. Des rapports qui se suivent et se ressemblent. **Mais La politique d'élargissement semble tourner au ralenti et le soutien de l'opinion publique a atteint son niveau le plus bas**

Parlement européen à Strasbourg sont nombreuses... et récurrentes. Il est de nouveau remis en cause. **JPV**

INSTITUTIONS

L'UE veut renforcer ses frontières maritimes avec Eurosur

Le Parlement européen a donné jeudi 10 octobre son aval à la mise en place en décembre **d'Eurosur**, un système de surveillance des frontières de l'Union européenne avec les pays de la Méditerranée destiné à prévenir les mouvements de migrants

Le chef du gouvernement italien, Enrico Letta, a demandé que les problèmes posés par les flux de migrants et de réfugiés soient discutés lors du prochain sommet des dirigeants de l'Union européenne, les 24 et 25 octobre à Bruxelles.

Pour en savoir plus D'après la Commission, Eurosur devrait, "dans un premier temps, se limiter à la Méditerranée, à l'Atlantique Sud pour les îles Canaries et à la mer Noire, et se concentrer sur la sécurité intérieure, en mettant en relation les autorités chargées du contrôle aux frontières et les autres

26.02.2014

autorités intervenant dans la sécurité du domaine maritime (...) Ultérieurement, ce réseau intégré de systèmes de signalement et de surveillance pourrait être élargi à l'ensemble du domaine maritime de l'UE, pour couvrir non seulement des aspects frontaliers, mais aussi toutes les activités maritimes, telles que la sécurité maritime, la protection de l'environnement marin, le contrôle de la pêche et l'application de la réglementation".

Premiers pas de coordination budgétaire entre Paris et Bruxelles

Pour la première fois, les membres de la zone euro doivent avoir présenté à la mi-octobre leurs budgets 2014 à la Commission. En France, les députés s'interrogent sur le calendrier et les termes de cette coordination budgétaire. C'est un exercice nouveau, et encore discret.

Pour en savoir plus Lundi 14 octobre, plusieurs commissions de l'Assemblée nationale ont organisé un séminaire d'échange sur le budget 2014, en présence du ministre aux Affaires européennes, Thierry Repentin, du commissaire aux affaires intérieures et aux services, Michel Barnier, et de quelques députés et eurodéputés.

Objectif : coordonner les politiques budgétaires européennes et nationales. Ce qui n'est pas encore gagné.

Herman Van Rompuy désapprouve l'élection directe du président de la Commission

Alors que les partis européens sont à la recherche de figures de proue pour leur campagne, Herman Van Rompuy estime que cette procédure ne suffira pas à résoudre le déficit démocratique dont souffre l'Europe.

Cependant, Un sondage récent indique que 55 % des Européens seraient plus enclins à voter s'ils pouvaient influencer le choix du prochain président de la Commission.

En 2012, Herman **Van Rompuy avait déjà rejeté cette initiative**. Il avait alors estimé que cette politisation des élections européennes provoquerait une « déception à l'avance »

PROCHAINES ÉTAPES :

- **Nov. 2013 - janv. 2014.** primaires en ligne pour les Verts, qui aboutiront à l'élection des deux têtes de liste pour la campagne
- **13-15 déc.** congrès du Parti de la gauche européenne à Madrid
- **19-20 déc.** rencontre de l'ADLE en marge du sommet européen pour discuter des candidats à la présidence de la Commission
- **Fév. 2014.** le congrès du PSE élit le candidat et adopte un manifeste de campagne
- **6-7 mars 2014.** congrès du PPE (centre-droit) à Dublin
- **22-25 mai 2014.** élections européennes dans les 28 États membres

COMMISSION/CONSEILS

Joaquín Almunia fustige le manque de responsabilité politique de l'UE

26.02.2014

Les responsables politiques nationaux ont délégué une tâche peu enviable aux technocrates de Bruxelles : expliquer les mesures d'austérité aux citoyens. Un coup dur pour la confiance dans le régime politique de l'UE et la démocratie, selon le commissaire à la concurrence.

Le commissaire espagnol Joaquín Almunia regrette que les personnalités politiques nationales prennent des décisions à Bruxelles pour les critiquer le jour d'après dans leur pays.

L'économiste français Thomas Piketty a estimé que le nouveau traité budgétaire avait renforcé le « fédéralisme technocratique » de l'UE, sans améliorer les institutions au sens large. Selon lui, les institutions ne fonctionnent plus en raison de la règle de l'unanimité.

Conférence « Réinventer l'Europe » organisée par le Nouvel Observateur au Palais des Beaux-Arts à Brussels le 11 octobre.

<http://www.euractiv.fr/eu-elections-2014/joaquin-almunia-deploire-le-manqu-news-531126>

Elargissement Balkans. Feu vert pour l'Albanie et la Macédoine

La Commission européenne vient de recommander d'accorder **le statut de pays candidat à l'Albanie** dans son rapport sur les priorités pour 2014 en matière d'élargissement, publié le 16 octobre.

L'évaluation menée par Bruxelles a établi que le pays avait accompli des progrès significatifs dans les domaines politiques et économiques, même s'il *"doit satisfaire d'autres priorités de premier plan, en mettant notamment l'accent sur la réforme de l'administration et le respect du droit et des droits fondamentaux"*.

La candidature doit maintenant obtenir l'aval du Conseil européen, et Il Sole s'attend à un **"débat animé"** sur le sujet, précise le journal milanais :

Le Royaume-Uni regimbe, pointant l'indigence de la lutte contre la corruption, tandis que **l'Allemagne, les Pays-Bas, la Finlande et le Danemark doutent** des capacités du pays à maintenir les progrès réalisés. **L'Italie**, en revanche, **salue cet élargissement de l'UE dans les Balkans**, ne serait-ce que pour ses intérêts économiques. Selon le dernier recensement en date, le pays abrite plus de 400 entreprises italiennes.

Dans son rapport, la Commission a également réclamé pour la cinquième fois l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Macédoine, mais **le gouvernement grec se prépare à user une nouvelle fois de son droit de veto**.

Athènes exige en effet que l'ancienne république yougoslave se débaptise afin qu'elle ne puisse pas être confondue avec la province grecque de Macédoine. Les autorités de Skopje ont déjà changé de drapeau et de constitution en signe de bonne volonté mais refusent de transiger sur le nom du pays...

JUSTICE :

Un procureur général européen ?

Les ministres de Justice des Etats membres ont commencé début octobre à discuter de **la création d'un bureau du Procureur public européen** (EPPO).

Prévue par le traité de Lisbonne, l'idée a pris forme en juillet dernier par la proposition avancée par Viviane Reding, la commissaire européenne à la Justice,

26.02.2014

la citoyenneté et les droits fondamentaux, et motivé par la nécessité d'avoir une institution dédiée à la défense des intérêts financiers de l'UE.

Plusieurs Etats membres, dont la France, la Belgique, le Luxembourg, le Portugal, la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie se sont déjà prononcés en faveur de la création d'une telle institution. La Pologne et la Hongrie sont s'opposés.

Procédures d'infraction du mois d'octobre: principales décisions

http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-948_fr.htm

PARLEMENT

Le siège du Parlement européen à Strasbourg sur la sellette

Régulièrement remis en cause, le siège du Parlement européen de Strasbourg fait face à une nouvelle offensive de ses détracteurs. Un rapport adopté en commission des affaires constitutionnelles ouvre la voie à une localisation unique, à Bruxelles

Ce projet de rapport propose que le Parlement " puisse décider pleinement de son organisation interne, y compris de son calendrier et de la fixation de son siège".

En clair, les eurodéputés pourraient décider de ne plus se déplacer à Strasbourg pour les 12 sessions plénières prévues par les traités et qui se déroulent systématiquement dans la capitale alsacienne.

Les élections européennes depuis l'étranger.

Pour la première fois depuis 1999, les Français de l'étranger vont retrouver en 2014 la possibilité de participer depuis les centres de vote ouverts à l'étranger, aux élections des eurodéputés.

Le scrutin se déroulera le dimanche 25 mai (le samedi 24 sur le continent américain).

Ces élections seront organisées en même temps que les premières élections des conseillers consulaires.

ETATS

Allemagne

Les Verts rompent les discussions de coalition avec Merkel

Le parti d'Angela Merkel ne peut plus désormais compter que sur les sociaux-démocrates du SPD pour former une grande coalition au gouvernement. Les écologistes allemands ont décidé, mardi 15 octobre, de rompre les discussions de coalition avec les conservateurs de la chancellerie

Les divergences. Claudia Roth a cité **la politique à l'égard des réfugiés et demandeurs d'asile, la transition énergétique et les exportations d'armes.** De son côté, Hermann Gröhe a réaffirmé **l'opposition des conservateurs aux fortes hausses d'impôts préconisées par les Verts.**

Autriche

La plus grande vague d'immigration depuis 1999

26.02.2014

Depuis le mois d'avril, **7 764 personnes** — des Russes, des Afghans et des Syriens pour l'essentiel — **ont déposé une demande d'asile en Autriche**. Ces derniers mois, le flux migratoire a atteint son niveau record depuis la guerre du Kosovo, en 1999.

La Presse explique cette situation par la guerre en Syrie. Depuis juillet, 1 336 personnes, principalement des Syriens, ont illégalement traversé le col du Brenner, entre l'Autriche et l'Italie, la route principale des migrants vers l'Autriche. De là, ils se rendent en Allemagne ou en Suède, considérées plus accueillantes et offrant de meilleures perspectives.

Le journal précise que fin août, Vienne a accordé l'asile à 500 réfugiés syriens.

Voir rubrique presse européenne

Bulgarie : Le gouvernement panique face aux réfugiés

Les autorités bulgares s'apprêtent à prendre "une série de mesures d'urgence en raison de la crise croissante des réfugiés", rapporte Sega. Le ministère de l'Intérieur va recevoir 27 millions de lévas (13,5 millions d'euros) supplémentaires, dont 5 millions pour la construction d'un mur à une trentaine de kilomètres de la frontière avec la Turquie, près d'Elhovo, précise le quotidien. Sega rappelle que 6 503 réfugiés, dont de nombreux Syriens, sont arrivés dans le pays ces derniers mois. Entre 10 000 et 20 000 réfugiés supplémentaires sont attendus dans les mois à venir

Croatie

En deux mois d'adhésion à l'UE, les exportations ont baissé de 11%

Depuis l'entrée de la Croatie dans l'UE, le 1er juillet dernier, les exportations du pays ont baissé de 11% par rapport à la même période de l'année précédente, selon les premières estimations du gouvernement.

La baisse a été de 19% pour le seul mois d'août, Et pendant les huit premiers mois de l'année, les exportations ont baissé de 6,3% par rapport à 2012. La raison tiendrait au fait que l'adhésion à l'UE a exposé davantage la Croatie à la concurrence internationale et à la perte des privilèges qui découlaient de l'appartenance à l'Accord de libre-échange d'Europe centrale

Grèce

La zone euro discutera en décembre d'une éventuelle rallonge

Depuis le début de la crise de la dette en 2010, Athènes a bénéficié d'environ 250 milliards d'euros grâce à deux programmes de prêts successifs. Le deuxième plan s'étend jusqu'à l'été 2014 côté européen.

Les créanciers de la Grèce (UE, BCE, FMI) ont déjà évoqué un trou financier concernant les besoins de remboursement d'emprunts d'Etat, évalués à 10,9 milliards d'euros d'ici à 2015, dont 4,4 milliards l'an prochain.

D'autres besoins pourraient apparaître pour la période 2015-2016.

Le Parlement lève l'immunité des six députés d'Aube dorée

Cette action ouvre la voie à leur inculpation pour "appartenance à une organisation criminelle" à la suite de l'assassinat du rappeur antifasciste Pavlos Fyssa

Un hiver inattendu

26.02.2014

Le représentant du Fonds monétaire international en Grèce, Poul Thomsen, a jeté un froid le 16 octobre en exigeant du gouvernement grec 2 milliards d'économies supplémentaires en 2014.

Cette pression pour de nouvelles mesures pourrait retarder le nouveau cycle de négociations avec la troïka FMI-UE-BCE pour le déblocage de la prochaine tranche d'1 milliard d'euros, qui pourrait ne pas commencer avant début novembre

Hongrie

Un ancien dirigeant communiste inculpé pour crime de guerre

Bela Biszku est accusé de "participation active" à deux fusillades ayant causé la mort de plusieurs dizaines de personnes lors de la répression de l'insurrection hongroise par l'Union soviétique en 1956. Il fut ministre de l'Intérieur de 1957 à 1961.

Une loi de 2011 voulue par le Premier ministre de droite Viktor Orban a modifié la législation hongroise, pour que les personnes suspectées d'avoir participé aux représailles après l'insurrection du soulèvement populaire d'octobre 1956 puissent être traduites en justice

Italie

Un cadavre embarrassant

Les obsèques du criminel nazi Erich Priebke, annulées après des incidents, tournent au casse-tête pour l'Italie, qui a marqué mercredi 17 octobre le 70e anniversaire de la déportation des juifs de Rome.

Jeudi, les restes de Priebke étaient encore dans un aéroport près de Rome

Pologne

"Camps polonais - la nouvelle guerre"

Le ministre polonais des Affaires étrangères a lancé **une nouvelle offensive contre la presse étrangère** qui emploient des termes comme "camps de concentration polonais" ou "camps de la mort polonais" pour décrire les camps nazis installés dans la Pologne occupée pendant la Seconde guerre mondiale. **Les autorités polonaises dénoncent ces "mensonges historiques" comme les signes d'une "mémoire défectueuse"**, et veulent que cette expression soit utilisée dans le "débat public en Pologne et à l'étranger, particulièrement en Allemagne",

République tchèque

Le président de la République : l'Ukraine pourrait faire partie du groupe de Visegrád

Le président de la République, Miloš Zeman, n'exclut pas la possibilité pour l'Ukraine de devenir membre du **groupe de Visegrád, qui comprend actuellement la République tchèque, la Slovaquie, la Pologne et la Hongrie**. Dans un entretien diffusé ce lundi par l'émission ukrainienne de Radio Svoboda – Radio Liberté, Miloš Zeman a toutefois fait savoir que dans le cas d'un élargissement du Groupe, **le premier candidat serait la Slovaquie**. Le président de la République, qui se rend en Ukraine ce dimanche, a également souhaité un renforcement des relations entre l'Autriche et les quatre pays d'Europe centrale.

26.02.2014

A ce propos Le Groupe de Visegrád confirme la création d'une unité de combat commune mais refuse l'harmonisation de la sécurité nucléaire

Pour en savoir plus Lors du sommet qui se tenait ce lundi à Budapest, les Premiers ministres des quatre pays du groupe Visegrád ont confirmé la création d'une unité de combat commune, devant être prête en 2016. Il doit s'agir de la contribution la plus visible à long terme de la République tchèque, la Slovaquie, la Pologne et la Hongrie pour les Forces de réaction rapide européenne. À l'inverse, ces quatre pays refusent la directive de la Commission européenne, relative à la sécurité nucléaire. Cette directive vise à renforcer l'harmonisation du cadre sécuritaire de la sécurité nucléaire. Selon le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, l'Union européenne devrait encourager et non pas « sur-réglementer » les projets en matière d'énergie nucléaire. À cette occasion, le Premier ministre tchèque en démission, Jiří Rusnok, a notamment déclaré qu'il était nécessaire de soutenir la souveraineté de chaque État, dans le cas où il déciderait ou non d'avoir recours à l'énergie nucléaire.

Royaume uni

Immigration. Un vote pour durcir la loi

Le 10 octobre, le gouvernement britannique a dévoilé un ensemble de nouvelles mesures pour combattre l'immigration illégale, qui permet notamment aux banques, aux propriétaires et aux autorités qui délivrent les permis de conduire de vérifier le statut des migrants suspects.

Ce projet de loi sur l'immigration, qui doit encore être approuvée par les députés avant de devenir une loi éventuellement au printemps 2014, vise également à rationaliser le processus d'appel devant les tribunaux en charge de l'immigration et faire que les migrants temporaires, comme les détenteurs de visas invités ou étudiants, contribuent au financement des services de santé pour éviter "le tourisme médical"

Londres va faciliter l'obtention de visas pour les Chinois

Ils vont bénéficier d'une simplification de la procédure, une mesure destinée à doper le tourisme et le commerce, a annoncé lundi le ministre britannique des Finances, George Osborne. Les mesures prévoient notamment qu'un touriste chinois ayant obtenu par certaines agences un visa d'entrée dans l'espace Schengen -- dont ne fait pas partie le Royaume-Uni -- ne sera pas contraint de déposer un dossier de demande de visa distinct pour inclure la Grande-Bretagne dans son voyage.

L'UE garde la faveur des industriels britanniques

Le premier ministre britannique David Cameron a promis d'organiser un référendum sur la sortie de l'UE en 2017. Selon un sondage récent, huit industriels sur dix souhaitent que la Grande-Bretagne reste dans l'Union européenne.

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

Norvège: les populistes accèdent au pouvoir

26.02.2014

Un nouveau gouvernement de droite est entré en fonction mercredi en Norvège avec, pour la première fois, la participation des populistes du Parti du progrès, partisans d'une ligne dure sur l'immigration et de baisses d'impôts massives. Les populistes s'emparent notamment du poste de numéro deux, celui de ministre des Finances qui va à leur patronne Siv Jensen, 44 ans, et d'autres portefeuilles importants comme le Pétrole et l'Energie, la Justice et les Transports

ECONOMIE/FINANCE

L'Irlande sortira à la mi-décembre du plan d'aide UE-FMI

L'Irlande deviendra à la mi-décembre le premier pays de la zone euro à **s'affranchir du plan d'aide** que lui ont accordé l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le FMI

Le Premier ministre Enda Kenny a déclaré lors d'un rassemblement du Fine Gael que "**l'urgence économique sera terminée**" lorsque le pays s'affranchira, le 15 décembre, du plan d'aide de 85 milliards d'euros, confirmant pour la première fois la date officielle de sortie de ce plan.

Budget 2014 : l'austérité passera par la baisse des dépenses

De nombreux Etats membres de la zone euro dont l'Italie, l'Irlande, le Portugal et la France tablent sur une baisse des dépenses plutôt que sur une hausse d'impôts pour leur budget 2014.

Pour en savoir plus La rigueur budgétaire en Europe ne doit pas s'accompagner automatiquement d'un tour de vis fiscal. Bien au contraire.

Ce qui ressort de la présentation des projets de budget, mardi 15 octobre, en Italie, au Portugal et en Irlande, trois pays placés sous étroite surveillance de Bruxelles. Le gouvernement français l'assure : 80% de l'effort passera par des économies et qu'il y aura "quasi stabilisation" des prélèvements obligatoires.

En Italie, le Premier ministre Enrico Letta a annoncé un allègement fiscal de près de 5 milliards d'euros, ciblés pour l'essentiel sur les cotisations salariales et patronales. Les entreprises bénéficieront par ailleurs d'un crédit d'impôt de 15 000 euros sur trois ans pour la création d'un contrat à durée indéterminée.

Le gouvernement a également confirmé l'abolition définitive de la taxe d'habitation sur la première résidence, très décriée par Silvio Berlusconi. Pour financer ces "avantages fiscaux, sans aller à l'encontre des promesses faites à Bruxelles, Rome a privilégié les coupes dans les dépenses publiques, en particulier dans la santé.

Même constat au Portugal, sous assistance financière depuis 2011

Avant de dévoiler un nouveau budget d'austérité pour 2014, le gouvernement conservateur de Pedro Passos Coelho a annoncé une réduction progressive de l'impôt sur les sociétés, qui passera de 25 à 23% en 2014, puis sera ramené à un taux de 17 à 19% d'ici à 2016.

Quant à l'Irlande, également sous assistance de la troika jusqu'en décembre, elle entend bien conserver sa fiscalité attractive avec un taux d'IS à 12,5%, le plus bas de l'Union européenne, afin de booster sa compétitivité et son commerce extérieur. "

26.02.2014

Pour boucler ce septième budget d'austérité depuis 2008, Dublin a introduit un nouvel impôt sur les banques, qui devrait rapporter 150 millions d'euros, et des taxes sur l'alcool et les cigarettes.

En France, le projet de loi de finances 2014 qualifié de "budget de combat", prévoit de ramener le déficit public de 4,1 % de PIB à 3,6 %, sans porter atteinte autant que possible à la croissance renaissante de l'économie. La rigueur portera cette fois essentiellement sur les dépenses, à hauteur de 80 %, l'exécutif assurant que 15 milliards d'économies vont être réalisées pour 3 milliards "seulement" de prélèvements nouveaux

Bruxelles adopte la supervision bancaire, mais sans le fonds de sauvetage

Les ministres des Finances de l'UE ont adopté le 15 octobre le mécanisme de supervision unique du système bancaire, **premier pilier de l'union bancaire**.

Le dispositif avait été mis sur les rails à la demande d'Angela Merkel, en juin 2012, en échange d'un accord de principe sur la recapitalisation directe des banques par le Mécanisme européen de stabilité, le fonds de secours créé au plus fort de la crise des dettes

A noter que les ministres ont reporté leur décision concernant un "élément-clé" du plan : un mécanisme de résolution des contentieux et **l'indication de qui doit payer en cas de faillite bancaire**, car l'UE veut éviter que les contribuables soient mis à contribution pour combler les pertes des banques.

SOCIAL/PRACTIQUE

Emploi en Europe: la question du salaire minimum européen ressurgit

A l'approche des élections européennes, le Parlement européen organise des cycles de conférence sur les grands sujets d'actualité. Paris ouvre la ronde avec la thématique de l'emploi et revient sur la création d'un salaire minimum européen

Si la question d'un salaire minimum européen pose de nombreux problèmes, **le sujet pourrait cependant prendre rapidement de l'ampleur à Bruxelles, dans la foulée des élections allemandes**. Si les négociations entre les sociaux-démocrates du SPD et la CDU-CSU de la chancelière Angela Merkel en vue de la formation d'une "grande coalition" en Allemagne aboutissent, **le SPD "ferait de l'adoption d'un salaire minimum européen une de ses priorités"** affirme Pervenche Bérès.

" Si l'Allemagne s'engage sur le sujet du salaire minimum, **il sera beaucoup plus facile de faire avancer le sujet à Bruxelles**, au moins pour les pays de la zone euro "

Le travailleur détaché européen sera-t-il au centre des élections européennes de mai 2014 ?

La France et l'Allemagne et d'autres encore, redoutent les risques de dumping social, mais les Européens restent divisés.

26.02.2014

Mardi 15 octobre, au Luxembourg Les ministres du travail des Vingt-Huit n'ont pas trouvé la clef pour mieux encadrer le détachement des travailleurs en Europe.

La France et l'Allemagne entendaient renforcer les contrôles et lutter contre les dérives générées par le recours de plus en plus fréquent à cette main-d'œuvre en opposition avec **Varsovie et Londres**, surtout **soucieux de défendre la libre circulation des salariés**.

"La mobilité des travailleurs est génératrice de fraude, elle est autorisée mais donne lieu à un nombre considérable d'abus", a regretté **Michel Sapin**. Le ministre français du travail espère toujours un compromis d'ici à décembre, car la situation est aujourd'hui *"extrêmement dommageable pour les salariés"*. Un avis loin d'être partagé par l'ensemble des gouvernements

ENERGIE/ENVIRONNEMENT

La France continue de résister au gaz de schiste alors qu'une partie de l'Europe l'adopte

Le Conseil constitutionnel a admis vendredi la légalité de la loi de juillet 2011 interdisant la fracturation hydraulique. France, Bulgarie et République Tchèque sont les seuls pays qui résistent à l'appel du schiste

Pour en savoir plus Seule la Bulgarie a adopté une position comparable à celle de la France, et dans une moindre mesure la République Tchèque.

Mais la grande majorité des 28 pays de l'Union Européenne adhère pleinement à l'exploration et à l'exploitation de ces gaz non conventionnels,

En France, certains juristes estiment nonobstant que la décision de la cour suprême ne ferme pas définitivement la porte au procédé. Certains permis d'exploration restent ouverts.

Contexte. En 2010, le ministre de l'écologie Jean-Louis Borloo a délivré 15 permis d'exploration pour les hydrocarbures non conventionnels.

Face à une opposition forte de l'opinion publique, le gouvernement fait marche arrière en 2011, et fait adopter une loi interdisant la fracturation hydraulique. A cette occasion, trois permis de prospection des ressources de gaz de schiste en sous-sol sont abrogés.

EDF et le Royaume-Uni proches d'un accord

EDF et le gouvernement britannique sont proches d'un accord devant déboucher sur la construction et l'exploitation de deux réacteurs nucléaires de type EPR dans l'ouest de l'Angleterre,

En tout, EDF projette la construction outre-Manche de quatre EPR, réacteur de 3^e génération d'Areva.

La Russie accorde un rabais à l'Ukraine sur le gaz

La société russe **Gazprom** a accepté de vendre son gaz à tarif réduit à un magnat ukrainien. 5 milliards de mètres cubes de gaz (mmc) pour stockage souterrain, à un tarif de 30 à 36 % moins élevé que les prix courants

L'Ukraine pourrait avoir du mal à payer ses importations de combustible.

26.02.2014

Le transit des exportations de gaz russe vers l'Europe serait à nouveau en péril. Les faibles quantités de gaz dans les réservoirs en sous-sol en Ukraine pourraient ne pas répondre à la hausse de la demande liée à l'approche l'hiver. Cet accord permettra d'augmenter la capacité de stockage de gaz en Ukraine et de sécuriser l'approvisionnement en gaz russe vers l'Europe

CO2 automobile : Berlin roule pour elle.

Les ministres de l'Environnement des Vingt-Huit ne sont pas parvenu à se mettre d'accord, lundi 14 octobre à Luxembourg, pour **réduire les émissions de gaz à effet de serre des voitures particulières**. L'Allemagne a réussi à rallier le Royaume-Uni et les pays d'Europe centrale afin de bloquer un projet de compromis pourtant agréé avant l'été avec le Parlement européen, **L'Allemagne a refusé de souscrire à un accord européen** visant à réduire les émissions de CO2 des voitures particulières d'ici à 2020. **Berlin privilégie la protection de son marché** de constructeurs automobiles

Enjeux politiques

L'affaire, jusqu'ici cantonnée à un débat d'experts à Bruxelles, devient politiquement sensible pour la chancellerie allemande, engagée dans de délicates tractations gouvernementales avec les Sociaux-démocrates et les Verts. Elle l'est tout autant pour François Hollande. Deux ministres, dont Arnaud Montebourg, ont récemment demandé à l'Élysée de ne pas céder davantage aux intérêts allemands

PRESSE EUROPEENNE

IMMIGRATION : Le nouveau rideau de fer passe par le Brenner

L'ESPRESSO ROME

Le col entre l'Autriche et l'Italie est un des points de fracture de la politique d'immigration de l'UE : d'un côté, la police autrichienne tente par tous les moyens de bloquer les migrants qui vont vers le Nord ; de l'autre, les agents italiens ferment volontiers les yeux.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4219121-le-nouveau-rideau-de-fer-passe-par-le-brenner>

L'UE renforce encore la sécurité des frontières

EUobserver.com

*"L'UE est en train de mettre en place une équipe de personnes dotées d'une importante escorte pour aider la Libye à arrêter les migrants non désirés et à collecter du renseignement", révèle **EUobserver** trois jours après la mort de 34 migrants, Syriens pour la plupart, qui tentaient de rejoindre l'Europe après être partis de Libye.*

Le service de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE a souligné que cette opération lancée en avril dernier pour un montant de près de 30 millions d'euros par an et baptisée Eubam Libye n'implique pas de fonctionnaires européens pour effectuer des patrouilles ou des recherches. Elle sera dotée d'une équipe de 111 personnes au moment de son déploiement complet l'année prochaine.

26.02.2014

Cette large équipe de sécurité privée qui protégera les équipes de l'UE dans ce pays instable transformera la siège de Eubam à Tripoli en "un noyau du renseignement européen", ajoute le site d'informations. Il s'agira de fournir "une analyse de grande qualité sur la situation sécuritaire" et d'établir des "rapports de sécurité" quotidiens, hebdomadaires, mensuels et semestriels aux structures de l'UE, ajoute **EUobserver** qui cite le document de l'appel d'offres.

EUobserver annonce également que l'agence de contrôle des frontières de l'UE Frontex est en train d'étudier l'utilisation de drones, avec ou sans pilotes, pour surveiller les frontières :

"880 000 esclaves dans l'UE"

De Morgen.Be

Environ 880 000 personnes vivent dans des conditions considérées comme de l'esclavage dans l'Union européenne, selon des chiffres récents de la commission Criminalité organisée, corruption et blanchiment de capitaux (CRIM) du Parlement européen.

Il s'agit notamment "d'enfants forcés à mendier, d'hommes qui travaillent comme des forçats pour un salaire de misère et de femmes obligées de se prostituer", explique De Morgen.

Le quotidien ajoute que la CRIM appelle les Etats membres à appliquer la directive sur le trafic humain, et demande à la Commission européenne de mettre en œuvre la stratégie pour l'éradication de la traite des êtres humains. Les députés européens réunis en séance plénière étudieront les recommandations de la CRIM le 23 octobre.

UE – ROYAUME-UNI : La paperasse a aussi du bon

THE GUARDIAN LONDRES

Les eurosceptiques se plaignent de la bureaucratie bruxelloise, en particulier avec le rapport publié le 15 octobre par le gouvernement britannique sur la question. Mais toute bureaucratie n'est pas mauvaise, et l'on doit distinguer entre la "paperasse" inutile et les réglementations pour protéger les salariés.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4236341-la-paperasse-aussi-du-bon>

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : **jp.villaescusa@assemblee-afe.fr**